

# La République espagnole n'est pas vaincue

par Jean ZYROMSKI

**N**OTRE camarade Jean Zyromski a pris aux 'faires d'Espagne une part trop importante et, je puis le dire trop prisonnée, pour que je songe à lui refuser le moyen d'exprimer dans le journal à côté de sentiments que nous partageons tous, des suggestions sur lesquelles le Parti ne sera certainement pas unanime, et qui, selon moi, ne correspondent pas aux données de la situation actuelle. Mais, dans un moment difficile et si douloureux, notre devoir est d'essayer de comprendre tout au moins nos états d'esprit réciproques et c'est aussi le devoir du journal du Parti d'aider, autant qu'il le peut, cet effort d'intelligence mutuelle.



**L**a défaite subie en Catalogne est un « coup dur » pour la République espagnole, mais la lutte n'est pas terminée.

Il n'est pas trop tard pour empêcher la victoire de Franco. Il n'est pas trop tard, si on le veut, si on ne recule pas devant l'emploi de moyens nécessaires.

L'Espagne centrale constitue toujours une base de résistance solide. Des armées occupent un vaste front avec des positions bien retranchées. L'armée du Levant tient l'excellente ligne « Mateltana ». L'armée du Centre couvre Madrid. Au sud du Tè, en Estremadure, en Andalousie, les forces républicaines sont vigilantes et vivaces.

L'industrie de guerre n'était pas — en raison de la — contrainte toute entière dans l'agglomération industrielle de Barcelone. Elle est développée dans toute la zone centrale. Le moral de l'armée est très élevé.

Les possibilités d'approvisionnement en vivres existent aussi. Toute la partie méridionale de cette zone centrale, de Valence à Almeria, est d'une grande fertilité. Le littoral comprend des ports de débarquement : Valence, Alicante, Carthagène, Mérida. Soulignons que Carthagène est un port militaire et une base navale sur la flotte républicaine.

Les éléments de résistance existent donc ; seulement, il ne faut pas laisser l'Espagne républicaine seule contre l'intervention directo-italo-allemande.

Je le répète toujours, il faut fournir à la République espagnole un appui efficace, sous toutes les formes.

Avec l'occupation de la Catalogne par les forces au service de l'invasion étrangère, il n'y a plus de frontière terrestre commune entre la République française et la République espagnole. C'est pourquoi l'assistance à la République espagnole ne peut plus s'exprimer aujourd'hui par le cri : *Ouvrez la frontière !*

L'ouverture de la frontière, la liberté commerciale complète pour le gouvernement républicain d'Espagne aurait été une mesure suffisante dans les premiers mois du conflit espagnol pour déterminer la victoire de la République.

Avec le déroulement des événements et une intervention italo-allemande, qui a pris des proportions de plus en plus

considérables, il faut aller plus loin dans la voie de l'aide à fournir à l'Espagne républicaine.

Il faut assurer aux armées de la République espagnole combattant dans la zone centrale un approvisionnement massif, permanent, régulier, en matériel de guerre. A cet égard, le gouvernement de la République française doit prendre toutes ses responsabilités.

Ce ravitaillement massif, permanent, régulier ne peut être assuré que si le transit par voie maritime, le seul possible dorénavant, est efficacement protégé.

Il faut donc convoyer les navires qui effectueront le transport des vivres et du matériel de guerre dans les ports républicains.

On me dira peut-être : « Mais c'est alors une assistance militaire et navale que vous réclamez ! » — Je réponds sans hésitation : « Parfaitement. »

Veut-on, oui ou non, empêcher la victoire de Franco ? Tout est là.

Ces mesures sont nécessaires. A mon avis elles l'étaient déjà depuis plusieurs mois, étant donné la puissance croissante des forces d'agression italo-allemandes.

Je ne l'ai point caché, au risque de me faire traiter de « belliciste ».

Aujourd'hui elles s'imposent plus impérieusement encore.

J'ajoute que l'héroïque armée de Catalogne ne devrait pas trouver en France des camps d'internement, mais un point d'appui pour sa reconstitution, sa remise en état en vue de la lutte.

J'ajoute encore qu'étant donné l'occupation progressive des « positions dominantes » dans l'Espagne péninsulaire et insulaire, et coloniale par l'Italie et l'Allemagne, il convient en plein accord avec le gouvernement républicain d'Espagne de procéder à l'occupation de certains points stratégiques importants au Maroc espagnol et sur le littoral méditerranéen à proximité de l'Afrique du Nord.

Je sais bien que certains se récrieront et diront : « Mais c'est la guerre ! »

Cela comporte un risque de guerre aujourd'hui ; mais si on se refuse dans les circonstances actuelles à l'assumer courageusement, que l'on dise franchement que l'on préfère la capitulation et la servitude.

Car si on recule devant l'exécution de ces mesures, loin d'interdire l'occupation des positions dominantes qui menacent la sécurité de la France et la liberté de ses communications, on abandonne la République espagnole à l'invasion italo-allemande, et on trahit ainsi la sécurité française.

La République espagnole doit être sauvée — sauvée à tout prix.

Elle doit pouvoir compter sur notre appui total.

L'intérêt français de la sécurité du pays et le devoir socialiste de solidarité internationale se conjuguent et s'épaulent.

Rien n'est au-dessus de cet intérêt et de ce devoir.